

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

RVI-Blainville, Limoges, même combat !

Combattre les mesures Bonnet-Stoléru

VOILA maintenant plus d'une semaine qu'ont été votées par l'Assemblée nationale les lois Barre-Bonnet-Stoléru destinées à organiser l'expulsion massive de nos frères immigrés. Nous avons eu maintes fois l'occasion de le dire : ces lois qui instituent l'arbitraire pour toute une partie des travailleurs de notre pays préparent l'arbitraire à une échelle encore plus large, les limitations que Giscard-Barre veut instaurer au droit de manifestation, au droit de grève, au droit d'affichage en témoignent.

En ce sens, il s'agit d'une attaque, et des plus violentes, contre toute la classe ouvrière et tous les travailleurs.

Accentuer l'exploitation de tous les travailleurs, rogner les avantages qu'ils ont acquis par leurs luttes passées, briser la résistance de la classe ouvrière aux restructurations et aux vagues de licenciements actuelles et à venir : tel est l'essentiel de la politique antisociale, antipopulaire du gouvernement Giscard-Barre, de la bourgeoisie monopoliste de notre pays.

Les mesures contre nos frères immigrés en sont un volet très important.

Il importe d'y opposer la riposte la plus large, dans le prolongement des protestations de la semaine dernière (la manifestation organisée par le MRAP et SOS-refoulement, les mots d'ordre mis en avant dans la manifestation de la CFDT de la région parisienne...) qui sont de premiers pas.

Nous sommes, quant à nous, prêts à nous associer à toute initiative susceptible d'élargir la mobilisation et de renforcer l'unité des travailleurs français et immigrés, pour combattre les mesures anti-immigrés.

Dans leurs localités et leurs régions, nos militants et nos organismes doivent être attentifs à de telles initiatives, prendre les contacts et mesures nécessaires pour s'y associer et y participer pleinement.

Il importe en particulier d'être actif dans les syndicats, dans les entreprises : proposer des assemblées de travailleurs pour débattre de la question, envisager des actions, faire signer des motions de protestations à envoyer aux instances gouvernementales, des motions de solidarité à l'intention des associations, des organisations de travailleurs immigrés, etc. Bref, mettre tout en œuvre pour développer la riposte et avancer dans l'unité Français-immigrés, dans l'unité de toute la classe ouvrière. Il s'agit d'une tâche de première actualité.

Gilles CARPENTIER

MERCREDI soir, le tribunal de Limoges a ordonné l'évacuation immédiate de l'usine RVI. On peut donc s'attendre, dans les prochains jours, à une intervention policière contre les travailleurs de RVI Limoges. Plus que jamais donc la solidarité envers les travailleurs de RVI s'impose, en particulier dans l'ensemble du groupe Renault. Ces derniers jours, des initiatives de soutien ont été prises notamment à Renault-Cléon. Des débrayages sont envisagés en cas d'intervention policière.

Afin de contribuer à populariser la lutte des RVI de Limoges et de Caen, nous publions à partir d'aujourd'hui une série d'articles et de points de vue sur la lutte actuelle, afin de contribuer à l'indispensable unité des travailleurs de RVI.

Voir pages 4 et 5



Mercredi matin devant l'usine de Caen.

Se refrotter aux grévistes ? Mercredi matin, la maîtrise a préféré ne pas renouveler l'expérience de la veille...

Préparation de la conférence des pays non-alignés

« Respecter les principes fondamentaux »

La réunion préparatoire pour la conférence ministérielle des pays non-alignés s'est ouverte mercredi à Colombo (Sri Lanka). Déjà, le Vietnam a tenté de faire reconnaître le régime provietnamien qu'il a lui-même ins-

tallé au Cambodge, par la force des armes. Cette question, et plus généralement la question d'un réel non-alignement par rapport aux blocs que dominent Moscou et Washington, seront au centre des débats : le

Vietnam et Cuba veulent que les pays non-alignés considèrent l'URSS comme leur « alliée naturelle ». Ce que refusent résolument des pays comme la Yougoslavie.

TITO lui-même s'est déplacé dans de nombreux pays pour expliquer la position de son pays, notamment en Algérie, à Malte et en Lybie.

« La Yougoslavie, Singapour, la Thaïlande et l'Indonésie s'opposent résolument à toute révision des principes fondamentaux de non-alignement » a déclaré un autre dirigeant yougoslave à l'issue d'une tournée dans ces pays d'Asie du Sud-Est.

« Ces trois pays luttent contre toute tentative de modifier la nature de non-bloc et le principe du Mouvement des non-alignés ainsi que toute tentative visant à diviser le mouvement dans le domaine idéologique ou autres et à associer le Mouvement à un bloc ou à un autre, a-t-il ajouté.

« Dans nos échanges de vue sur la situation internationale,

nous prêtons une attention particulière à la crise dans le Sud-Est-asiatique, laquelle menace non seulement la paix dans cette région, mais encore dans une région plus étendue ».

« Nous avons les mêmes points de vue que les trois pays que j'ai visités, à savoir : c'est seulement en adhérant strictement aux principes fondamentaux qui régissent les relations internationales qu'un processus de règlement de cette crise peut être élaboré. Ces principes sont : retrait des forces armées des territoires qui leur sont étrangers, règlement des disputes par voie pacifique, respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des autres pays et non-ingérence dans leurs affaires intérieures, respect également du droit de chaque pays à décider librement et indépendamment de son propre système intérieur de développement social ».

Il est assez clair que toutes ces déclarations visent le Vietnam qui n'a pas hésité à occuper un pays voisin et à décider à la place de son peuple du régime qui devait y prévaloir.

RIVE-DE-GIER

Journée de solidarité avec les sidérurgistes et les travailleurs de la Loire en lutte contre les licenciements

Le samedi 9 juin à partir de 14 heures

Organisée par le PCML

Voir page 3

LE MONDE EN MARCHÉ

Un opposant politique fusillé à Taiwan

ACCUSE de « subversion communiste », le dirigeant d'une organisation politique d'opposition a été fusillé à Taiwan par les autorités militaires de l'île, il y a une dizaine de jours.

A Taiwan, où le général Chiang Kai-shek, dirigeant du Kuomintang, s'était en-fui en 1949 après la victoire de la révolution chinoise, on s'embarrasse peu des droits démocratiques élémentaires. Le droit de grève est interdit et on fusille encore pour « propagande communiste ». Des boîtes à lettres spéciales sont installées dans les commissariats appelant la population à dénoncer les « agents communistes ».

Et il ne fait pas bon

manquer à ce « devoir civique » : le dirigeant d'une organisation démocrate vient d'être condamné à huit ans de prison parce qu'il n'avait pas dénoncé les activités du leader aujourd'hui exécuté.

Selon Amnesty International, au moins quarante-six personnes sont emprisonnées depuis 1950 : elles sont soupçonnées d'être des sympathisants ou des membres du Parti communiste de Taiwan.

Cette recrudescence de la répression de type fasciste à Taiwan peut s'expliquer par le mécontentement et la crainte des autorités, après l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine populaire et les USA.

CL

A propos des exécutions en Chine populaire

Une interprétation abusive du « Matin »

ALORS que plusieurs journaux ont mentionné la nouvelle de l'exécution à Taiwan, en quelques lignes, le journal *le Matin* y a consacré un article important. Mais quelle n'a pas été notre surprise d'y lire qu'en Chine populaire, « le nombre d'exécutions capitales pour délit politique se monte à plusieurs dizaines depuis le début de cette année ».

L'amalgame est rapide : tout lecteur peu attentif croira qu'il s'agit d'exécutions pour les mêmes motifs que celle de Taiwan, c'est-à-dire pour délit d'opinion.

Or, la réalité est bien différente. Les quelques exécutions en Chine populaire depuis la chute de la bande des Quatre ont toujours été motivées par des crimes graves comme des viols répétés ou des assassinats.

Que les mobiles de ces crimes soient politiques est tout à fait possible, comme il est tout à fait possible que ce soient des crimes de droit commun. Il n'empêche que ce qui motive la sentence capitale, ce sont bien les actes criminels commis. Faire croire au lecteur du *Matin* qu'on exécute aujourd'hui en Chine pour simple délit d'opinion relève de l'interprétation la plus abusive.

CL

Chine - Corée : ensemble dans l'adversité

LES bonnes relations entre la Chine et la Corée se renforcent comme en témoigne la récente visite de la camarade Deng Ying-chao (veuve du premier ministre Zhou En-lai). Lors d'un banquet, le président Kim Il Sung l'a remercié en ses termes : « Les jours de votre visite resteront mémorables car la Chine continue à évoluer favorablement (...) Nous sommes sûrs que l'amitié coréo-chinoise, scellée par le sang entre les communistes et les peuples des deux pays sous le drapeau du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien et consolidée à travers toutes les adversités de l'époque, sera éternelle comme l'histoire ».

Des armes chinoises pour l'Egypte

LE président égyptien, Sadate, a annoncé dans un message aux forces armées du pays que la Chine allait fournir des armes à l'Egypte. Il a remercié les Chinois « pour cette aide dépourvue de contre-partie ».

POLITIQUE ET SOCIAL

SOUTIEN AUX EMPRISONNES CORSES

Les alibis du pouvoir

A la veille du premier des cinq ou six procès, touchant une soixantaine de personnes, revenons sur l'accusation infamante d'« association de malfaiteurs » ; parlons aussi de la campagne du pouvoir sur la « violence ».

Maitre Martini, un des avocats des inculpés, a déclaré : « Tout le peuple corse, y compris ceux qui n'approuvent ni les thèses ni l'action du FLN corse, s'est indigné qu'on retienne contre ses membres l'inculpation d'association de malfaiteurs », instituée par la loi du 18 décembre 1893.

Nul n'oublie que les républicains français de l'époque avaient donné à ce texte le qualificatif de « loi scélérate ».

Cette loi se situait dans le droit fil de l'impitoyable répression menée par Bonaparte lorsque furent institués les tribunaux criminels spéciaux qui jugèrent les nombreuses bandes de malfaiteurs formées de soldats déserteurs, de réfractaires, de vagabonds, de paysans réduits à la misère, auxquels le nom de « chauffeur » est resté attaché dans l'histoire.

Elle a permis ensuite d'inculper et de juger des personnes, notamment proxénètes et trafiquants de drogue, habiles à se créer toutes sortes d'alibis.

Elle n'a en fait aucun sens, sinon une volonté diffamatoire, pour juger des militants dont on connaît les buts politiques et qui assument complètement leurs actes.

Ce fut le cas pour les patriotes algériens hier, c'est le cas aujourd'hui des militants corse emprisonnés.

Il y a une contradiction flagrante à fonder une inculpation sur un délit de droit commun alors qu'on saisit dans le même temps la Cour de sûreté, juridiction politique par excellence.

Quand la bourgeoisie veut absolument faire condamner quelqu'un, elle ne s'embarrasse guère et fouille dans son inépuisable arsenal de lois. Le labyrinthe juridique est toujours là pour servir la classe au pouvoir.

LA VIOLENCE DU POUVOIR

En Corse comme sur le continent, le pouvoir mène une grande campagne contre ce qu'il appelle « la violence ». Prétendant vouloir cerner le problème, il a mis sur pied trois commissions d'étude sur la violence, rien que ça !

Tous les partis bourgeois prétendent être « contre toute violence ». Pour le RPR et chef de clan Jean-Paul de Rocca-Serra (très lié précisément aux fameux « barbouzes ») : « Il faut condamner ceux qui excusent la violence mais il faut aussi condamner ceux qui minimisent l'action du gouvernement dans l'île et qui disent toujours ce qui va mal et jamais ce qui va bien ! ».

Outre qu'elle passe soigneusement sous silence les attentats des barbouzes, la bourgeoisie ne veut retenir qu'une chose : les graves atteintes à l'ordre public et des attentats « dont l'effet désastreux sur l'économie insulaire compromet le grand effort de développement entrepris » ! Drôle d'alibi car, évidemment, les barbouzes du pouvoir, eux,

ne s'attaquent pas au banquiers... elles sont trop utiles à leur maître. Ils préfèrent plastiquer les appartements de militants nationalistes légaux, une école maternelle en langue corse, les sièges ou locaux de l'UPC (quarante fois !) ou du comité de soutien de Paris aux Corses emprisonnés, quand ce n'est pas une simple coopérative de produits alimentaires corse comme *La Casa...* d'Issy-les-Moulineaux (92) le 8 avril dernier !

Les barbouzes sont payés par ceux qui, précisément, à la tête des trusts s'accaparent les bonnes terres de l'île, qui vivent de spéculations et font de très justes opérations foncières avec le tourisme et les banques.

Les capitalistes ne s'embarrassent guère que telle ou telle région soit déclarée « zone protégée » du moment que ça rapporte ! C'est ce qu'ils appellent « le développement entrepris ».

Les capitalistes et leurs agents locaux jouissent de la plus grande impunité dans tous les domaines. Alors ? A ceux qui se demandent de quel côté est « le terrorisme », « la violence », notre réponse est claire : du côté du capitalisme exploiteur et oppresseur. C'est lui qui est le seul responsable du « désastre économique ».

En fait, les atteintes systématiques aux libertés, la violence exercée contre les patriotes corses, ne peuvent-elles pas entraîner à terme une rupture encore plus profonde entre le peuple et le pouvoir ? Le pouvoir souhaite-t-il un tel affrontement ?

(*) Extrait d'un long article paru dans le No 2 d'U Ribombu d'avril-mai.

Voir aussi le dossier Corse du bimensuel No 47.

PARIS Meeting de soutien aux emprisonnés corses.

Le vendredi 8 juin à la Mutualité (rue St-Victor, métro Maubert).

Nouvelle arrestation d'un patriote corse

ANTOINE GRAZIANI, patriote corse a été arrêté le 7 juin. Cette arrestation porte à quarante-sept le nombre des patriotes corses emprisonnés et qui attendent de passer en jugement.

Graziani serait selon la police le responsable parisien du Front national de libération de la Corse (FLNC). Il aurait participé aux « nuits bleues », c'est-à-dire aux séries d'attentats commis par le FNLC à Paris. C'est après l'arrestation le 30 mai de deux militants, l'un Corse, Antoine Mariani et l'autre Breton, Jean Gueguen, que la police aurait été amenée à arrêter Graziani, ami des deux premiers.

La répression chaque jour accentuée du pouvoir contre les patriotes corses est la seule réponse qu'il donne aux problèmes aigus du peuple corse. Elle ne résout rien et ne peut qu'accroître la colère de ce dernier.

Les incidents d'Ajaccio

DES heurts violents ont opposé à Ajaccio dans la nuit du 3 au 4 et du 4 au 5 juin des jeunes corses aux CRS. Depuis plusieurs semaines, et même plusieurs mois, les CRS effectuent chaque nuit des rondes et se livrent à leur passe-temps favori : contrôles d'identité, fouilles de voitures et arrestations de présumés militants nationalistes.

Mais cela n'est pas du goût du peuple corse qui récuse ce climat d'inquisition. Surtout qu'une soixantaine de leurs compatriotes (vingt-et-un le 14 juin) vont passer devant la Cour de sûreté de l'Etat sans qu'ils aient même pu préparer collectivement leur défense.

Les forces de répression (CRS, flics, légionnaires et autres mercenaires) n'ont pas la « cote », ils représentent l'oppression permanente. A preuve que certains d'entre eux sont de temps à autre « malmenés » en pleine rue. A preuve aussi qu'il est courant que lorsqu'un de ces individus est malade, à l'hôpital, personne ne lui cause, il est mis en quarantaine comme un pestiféré.

Il arrive aussi que les CRS décident de « se faire justice » eux-mêmes. Tel dimanche soir, où ils sont entrés dans un bar où ils ont cru avoir reconnu un « agresseur » et leur « expédition punitive » s'est transformée en bagarre générale.

Face à cette provocation policière, deux soirs de suite une centaine de manifestants sont venus assiéger le Grand Hôtel où logent les maniaques de la matraque. Les affrontements sont violents, d'autant qu'en Corse, les fusils sont vite sortis.

Bilan provisoire : des CRS blessés par des cocktails molotov, sept gendarmes mobiles ont goûté à la chevrotine ; un serait dans un état grave.

Interpellations, matraquages policiers, ne feront qu'attiser un peu plus la colère d'un peuple qui demande que ses droits légitimes soient reconnus et respectés. Face aux procès iniques qui vont commencer, il crie : « Liberté Per I Patriotti ».



Corse : la violence de l'Etat.

9 JUIN

Journée de solidarité à Rive-de-Gier

De grandes affiches ont fleuri sur les murs de Rive-de-Gier depuis quelques jours : le samedi 9 juin le PCML organise une journée de solidarité avec les sidérurgistes et les travailleurs de la Loire en lutte contre les licenciements. C'est dans le jardin des Plantes que vont se retrouver à partir du 14 h de nombreux travailleurs de la région.

Des travailleurs de St-Etienne et des vallées mais aussi de la région Rhône-Alpes : autour des stands d'entreprises (Marrel, Ronis, Raymond-Boutons) de la *Faucille, de l'Humanité rouge*, du PCML, autour des panneaux (en particulier une exposition sur le mouvement ouvrier), dans les forums, les travailleurs de Rive-de-Gier et de la région pourront discuter de leurs luttes et échanger leurs

expériences. Les thèmes des forums prévus sont : unité ouvriers-paysans, luttes sur la région.

Au stand du parti, on pourra voir des montages-diapos sur les rencontres de Denain et de Dunkerque, et sur le problème de l'Europe.

La SFP sera présente elle aussi et projetera ses films.

A 17 h, le meeting commencera avec la présence de

sidérurgistes de Lorraine, de métallos d'Orléans, de travailleurs de Michelin à Clermont-Ferrand, des tanneries du Puy ; c'est André Druenne qui apportera le soutien du PCML à cette large journée de solidarité.

Une journée qui doit être aussi une fête pour tous les travailleurs et plusieurs chanteurs apporteront leur contribution, en particulier Izmaguen.

Claire MASSON

Lutte dans la Loire contre une expulsion de paysan

Le département de la Loire compte plus de 33 000 chômeurs. Fermes d'usines et licenciements se multiplient dans les villes. Mais le problème du droit au travail touche aussi les paysans.

Depuis près d'un an, les paysans de la commune de Ste-Croix-en-Jarez (voisine de Rive-de-Gier) se mobilisent contre l'expulsion de l'un d'entre eux : Nachal, propriétaire d'une ferme de 14 hectares, ancien cadre, représentant de la CGC au Conseil économique et social de la région Rhône-Alpes, veut chasser son fermier, à la suite d'un litige sur le fermage.

En effet, Breguier, le fermier qui louait l'habitation depuis plusieurs mois, a repris en fermage les

terrains de la ferme avec l'accord tacite du propriétaire. Mais le total de la location de la ferme et des terrains dépassait en loyer le montant d'un fermage habituel pour une ferme de cette taille.

Devant les revendications du nouveau fermier, à vouloir baisser le fermage, le propriétaire a rompu le bail. Un premier procès a eu lieu le 2 août 1978, et le propriétaire qui a de nombreux appuis dans la région s'est vu donner raison.

Un appel est en cours pour la location de l'habitation et le propriétaire a décidé de louer les terrains à un paysan du coin qui fait l'élevage de chevaux.

Mais le fermier et les paysans ne cèdent pas sur le droit de rester à la

ferme. Un large mouvement de solidarité se développe dans la vallée du Gier, coordonné par le centre cantonal des jeunes agriculteurs ; chez les paysans (une pétition a été signée par tous les agriculteurs de la commune sauf deux) et chez les ouvriers : près de mille personnes sont venues le 7 avril à la fête de soutien organisée à Rive-de-Gier et à laquelle les syndicats de

Rive-de-Gier avaient appelé. Dans la Loire, c'est le premier cas d'expulsion d'un paysan. Mais à Izeron, dans le département du Rhône, voisin, cinq fermiers sont menacés d'être chassés par leur propriétaire et c'est la place Bellecour à Lyon qui avait accueilli une manifestation de solidarité il y a à peine quelques semaines.

MARREL A RIVE-DE-GIER

Les licenciements toujours menaçants

A MARREL Rive-de-Gier, c'est une nouvelle étape qui s'ouvre pour les travailleurs. Après les multiples divisions et tentatives de la direction de Creusot-Loire pour briser la lutte, le travail a repris à la tôlerie (cf : article de *l'Humanité rouge* numéro 1103), puis aux laminaires.

La grève avait duré près de deux mois. L'échéance des licenciements se rapproche puisque l'inspection du travail a donné le 25 juin comme dernier délai. Mais sur les 728 licenciements annoncés, il y a plusieurs mois, plus de trois cents sont déjà effectifs.

Devant les difficultés de la lutte et le manque de perspectives concrètes, de nombreux travailleurs ont déjà quitté l'usine : certains sont partis en pré-retraite, d'autres ont été mutés dans d'autres établissements Creusot-Loire. D'autres encore ont accepté les propositions de la direction, d'une prime de dix-huit mille francs (plus les primes d'ancienneté) pour partir. D'autres, enfin, ont même demandé à être licenciés pour profiter des conditions qui peuvent paraître avantageuses dans un premier temps : douze mille francs de prime de départ et le maintien du salaire intégral pendant un an (90 % du salaire maintenu par le chômage, 10 % par

la direction de Creusot-Loire).

C'est le résultat du profond désarroi et de la rancœur qui s'accumulent chez les travailleurs de Marrel depuis des mois. En même temps, les conditions de travail se détériorent sans cesse aux aciéries et à la tôlerie.

De son côté, la direction CGT du groupe s'est réunie le 22 mai et a décidé de faire du 30 mai au 8 juin « un temps fort de l'action » dans tout le groupe, pour réaffirmer « leur soutien aux travailleurs de Marrel Rive-de-Gier, en assurant l'organisation de la solidarité, en envoyant de nombreuses motions et télégrammes à la direction de Creusot-Loire exigeant : l'annulation pure et simple des licenciements.

La coordination CGT a aussi « décidé de poursuivre et d'intensifier l'expression de la solidarité déjà engagée, en versant une heure de salaire pour ceux de Marrel ».

A Rive-de-Gier même, le 17 juin, une nouvelle action va avoir lieu par l'envoi de délégations de diverses entreprises de la commune à l'inspection du travail, pour réclamer le maintien de l'emploi.

Samedi 9, un stand expliquera la lutte des travailleurs de Marrel à la fête de solidarité que le PCML organise à Rive-de-Gier dans le jardin central.



Photo HR

Libération des prix des loyers au 1er juillet

Le prix des loyers va être « libéré » le 1er juillet prochain. Cette augmentation qui porte sur cinq à six millions de logements sera de 11% au moins, d'après l'accord passé entre le gouvernement et les organismes de propriétaires. Elle pourra aller jusqu'à 15% dans certains cas (si le propriétaire entreprend des travaux ou si le loyer était sous-évalué jusqu'avant le 1er juillet).

La libération des prix des loyers avait été adoptée par le gouvernement à la fin du mois d'octobre. Une première augmentation de 8 à 9% avait eu lieu pour les nouvelles locations à partir du 1er janvier de cette année. Elle devait préparer la libération effective qui aura donc lieu pour la majorité des logements en juillet. Cette libération sera réalisée selon la date des baux entre les 1er juillet 1979 et 1980.

La libération ne concerne pas en principe les logements HLM. Cela ne va pas pour autant empêcher la hausse de ceux-ci.

Actuellement, se tient à Marseille le 40e congrès des HLM. Il y a deux ans, le gouvernement décidait une

réforme du « logement social ». Plutôt que de continuer de construire des HLM, il choisissait d'accorder des prêts personnalisés dépendant du revenu et du loyer payé par le bénéficiaire. D'Ornano au congrès de Marseille a annoncé que l'aide personnalisée au logement serait augmentée de 50%. En 1978, seulement 1 300 familles en ont bénéficié. Cent millions seraient réservés à cette utilisation dans le budget de 1980. Le but du gouvernement c'est de rendre les HLM bénéficiaires, compétitifs et rentables. C'est de diminuer les investissements ou subventions accordées par l'Etat aux HLM et qui s'élèvent à trente et un millions. D'Ornano prétend que le nombre des logements HLM va augmenter de 10%. Cette augmentation cache mal que d'année en année, la construction des logements HLM a ralenti.

Libération des prix des loyers ou réforme des HLM, tout ceci concourt à faire payer plus les locataires. De plus en plus, le loyer des travailleurs occupe une place importante dans le budget et grève le pouvoir d'achat.

FOYER SONACOTRA DES ULIS (91)

Riposte immédiate à une provocation de la direction

A trois jours de la journée portes-ouvertes, le gérant a fait enlever l'unique téléphone à la disposition des résidents.

D'autre part, il a essayé de louer deux chambres à de nouveaux travailleurs, non inscrits sur la liste d'attente. Aussitôt, les résidents ont riposté : ils ont retenu pendant près de deux heures le gérant, qui est finalement sorti escorté par les flics.

Une trentaine de travail-

leurs français étaient présents en soutien. Les résidents ont obtenu une négociation avec la Sonacotra pour jeudi matin où ils demanderont le renvoi définitif du gérant raciste, la réinstallation du téléphone, la réouverture du bar.

Venez nombreux à la journée portes-ouvertes, samedi 9 juin à 18 heures, au foyer Sonacotra des Ulis, avenue de Saintonge.

Correspondant des Ulis.

Accident grave à Usinor-Denain

Communiqué de presse du Comité de Parti Jeanne Labourbe du PCML

DIMANCHE 3 juin, en fin de matinée, un grave accident s'est produit au HF4 d'Usinor-Denain, le dernier haut fourneau en activité dans cette entreprise. Alors qu'ils travaillaient au nettoyage des rails du pont roulant, après la coulée de fonte, trois ouvriers de l'entretien ont été fauchés par une benne qui, brutalement, s'est décrochée.

Deux ouvriers gravement atteints ont été conduits au CHR de Lille : Claude Lefebvre, 48 ans et Mohamed Assouma, 30 ans.

Encore une fois, c'est tout le problème de la sécurité et des conditions de travail dans les entreprises sidérurgiques qui est posé. Et l'accident de Denain démontre à nouveau le peu de cas qu'Usinor-licencier fait des milliers de travailleurs qu'il exploite.

Le PCML assure les travailleurs blessés de sa sympathie et déclare s'associer à toute riposte de protestation que décideraient les sidérurgistes de Denain.

Lille le 6 juin 1979

Ascenseurs



RVI - Blainville, Limoges, même combat !

Voici l'interview de l'Intersyndicale de la Saviem de Limoges ainsi que celle de trois délégués CGT de Blainville qui ont bien voulu nous parler de la grève à Caen. Dans nos prochains numéros, nous publierons aussi l'interview de la CFDT de Blainville qui doit nous parvenir ainsi que les discussions que nous avons eues avec des grévistes, syndiqués et non syndiqués, qui participent activement à la lutte à RVI - Limoges. Enfin, nous présenterons l'opinion de notre Parti sur la lutte à RVI.

Nous avons rencontré des responsables syndicaux de la CGT, de la CFDT et de FO de l'usine Renault-Véhicule-Industriels de Limoges. Ils nous ont reçus ensemble. Nous les avons interrogés sur la grève engagée par les travailleurs depuis le 28 mai.

HR : Pourriez-vous nous rappeler les raisons de la grève actuelle ?

CGT : La grève a démarré à partir de revendications d'ordre particulier et d'ordre général. Elle a commencé dans certains secteurs où les conditions de travail étaient particulièrement mauvaises. Dans certains secteurs, particulièrement le bâtiment Y, les travailleurs se sont mis en grève. Au bout de trois jours, ils ont obtenu une prime de 100 F reductible tous les mois qu'ils ont appelé prime de nuisance.

Un mécontentement de l'ensemble des travailleurs

Les autres secteurs derrière se sont mis en grève pour la même raison. Dans ces secteurs, il y avait des conditions de travail à peu près identiques. Aux demandes des organisations syndicales de négocier, la direction a préféré refuser et lock-outer. Cela a entraîné très vite un mécontentement de l'ensemble des travailleurs.

Les travailleurs ont décidé la grève de 24 heures reconductible avec occupation des locaux. Cela a été décidé en assemblée générale. Des rondes, des piquets de grève ont été très vite mis en place pour assurer la sécurité de l'usine, jour et nuit. Le mécontentement couvait depuis longtemps, particulièrement depuis un mois. Il y avait des grèves et des rassemblements, ce qui s'était traduit par un point fort à l'époque, le jour de la réunion sur les salaires, c'est-à-dire le 18 avril, où il y a eu une grève de 24 heures avec une occupation des locaux. Le mécontentement s'est exprimé dans l'unité la plus large.

CFDT : Pour remonter un peu plus loin, ce ras-le-bol vient notamment depuis la fusion Saviem-Berliet. Au cours de l'année 1978, il y a eu une perte sèche de 5 % du pouvoir d'achat par rapport à l'indice INSEE, indice que toutes les organisations syndicales rejettent car il est truqué. Le pouvoir d'achat a baissé d'une façon scandaleuse et en 1979, ça continue.

Le personnel a réalisé qu'on n'avait rien pu obtenir depuis des années, bien avant la création de RVI, que les réunions des délégués de personnel ça n'aboutissait à rien, que c'était négatif sur toute la ligne, particulièrement depuis 1973.

FO : Le ras-le-bol existait depuis plusieurs années et ce qui l'a fait éclater c'est le lock-out. Dans les ateliers, il y avait des problèmes sérieux de conditions de travail.

Les revendications

HR : Quelles sont les revendications mises en avant dans cette grève ?

CGT : Les revendications sont mises en avant par les organisations syndicales mais avec les travailleurs. Ce sont les travailleurs qui décident des revendications et des formes d'action. Il y a des revendications particulières concernant les conditions de travail, la prime de nuisance et le passage en catégorie supérieure. Sur le plan général, les revendications avancées sont : augmentation immédiate pour tous de 350 F, salaire minimum de 3 000 F, la semaine de 35 heures sans diminution de salaire naturellement, une véritable préretraite à 58 ans.

Au niveau de RVI, c'est relié à la lutte contre la répression antisyndicale et anti-ouvrière. Certaines libertés dans l'entreprise qui avaient été acquises par la lutte de la classe ouvrière sont remises en cause. C'est une orientation patronale et gouvernementale.

CFDT : Il faut également rappeler le contexte de l'em-

est remis en cause, en définitive, c'est le gouvernement, pas seulement au niveau de la Régie Renault. On se heurte à une politique gouvernementale.

Les travailleurs sont inquiets de l'avenir de leur outil de travail, surtout en ce qui concerne le poids lourd, dans le cadre de la construction européenne, construction au profit des grands monopoles.

Il faut qu'on soit bien clair là-dessus, au niveau CGT, ce n'est pas une remise en cause de l'Europe des travailleurs, bien au contraire. Nous sommes solidaires de tous les travailleurs d'Europe quel qu'ils soient, nous sommes tous exploités. Mais nous pensons que l'Europe telle qu'elle est faite, ne profitera pas à ces travailleurs.

Elle est faite dans le cadre d'un nouveau partage au niveau européen dans un premier temps, mondial par la suite, qui se traduira par une surexploitation des travailleurs européens. Nous sommes pour des échanges de pays à pays à égalité de droits et de devoirs.

Au niveau RVI, il y a une inquiétude des travailleurs. Si l'on reprend les chiffres de la

dire que le poids-lourd est fini en France ni qu'on est bradé.

FO : Nos revendications sont parallèles à celles de Blainville. Nous suivons le même chemin. A part les revendications intérieures où il y a quelques différences, nos revendications de base sont les mêmes.

HR : La solidarité financière, dans l'étape actuelle, vous semble-t-elle importante ?

CFDT : La solidarité est de faire connaître les revendications et le but de la grève. La région tout entière est concernée. Nous sommes une boîte qui, sur le plan économique, pour la région, est très importante. C'est très important qu'elle ne disparaisse pas. Si on n'arrive pas à imposer à la direction des salaires qui soient corrects, ce sont tous les travailleurs de la région qui vont en subir les conséquences. Tous les travailleurs de la région ont intérêt à ce que cette lutte réussisse.

FO : Pour le soutien financier, nous sommes juste au dé-

CFDT : Pour l'avenir, il serait souhaitable d'aller vers une grève générale type Mai 1968. On se trouve devant un plan gouvernemental et patronal bien coordonné qui refuse tout débouché aux luttes. Mais, aujourd'hui, on se bat dans la boîte en espérant que ça réussisse et que ça encourage autour de nous pour que la région se serre les coudes.

CGT : Ce que l'on souhaiterait, c'est que tous les travailleurs prennent conscience, mais cela est moins facile que de le dire et il n'est pas certain que tous les travailleurs aient une compréhension des problèmes tel qu'on le voudrait.

Le travailleur, quand il se retrouve devant sa télévision, il subit un matraquage pour faire passer une idéologie patronale et gouvernementale. Les explications que nous pouvons apporter dans les entreprises avec nos moyens limités sont continuellement remises en cause mais il y a une évolution.

Il y a une crise pour tous les travailleurs mais pas pour les monopoles. Jamais les profits n'ont été à un tel taux. Sous des prétextes de crise du pétrole, de restructuration à l'échelle mondiale, de concurrence, de rentabilité, c'est le grand capital qui essaie de surexploiter les travailleurs.

C'est la nature même du capital : le profit. La seule solution c'est que dans les entreprises, il y ait une lutte contre cette politique. Ce n'est pas une lutte d'un jour ou d'un mois ni une explosion. C'est une lutte perpétuelle sur les revendications. Et c'est en définitive le rapport de forces qui règlera le problème des travailleurs.

FO : Ce qu'il faudrait c'est que tous les travailleurs prennent conscience de ce que nous vivons actuellement et qu'ils rentrent dans le combat eux aussi, dans les usines environnantes. Je parle des travailleurs, des cultivateurs, des intellectuels. Actuellement, nous faisons de grands pas en arrière et il faut repartir à l'attaque.

jeudi matin, au cours de l'assemblée générale qui s'est tenue devant l'usine RVI de Limoges, les travailleurs présents ont observé une minute de silence en hommage à l'un de leurs camarades, animateur actif de la lutte, qui est mort dans un accident d'automobile. Il s'était dépressé sans compter dans les piquets de grève qui occupent l'usine. La fatigue a été cause de son accident. Nous lui rendons également hommage.

Rencontre avec les syndicats CGT, CFDT et FO de RVI - Limoges

Les travailleurs de la région ont intérêt à notre victoire

ploi. Quand le groupe RVI s'est réuni il comptait 40 000 personnes. En l'espace de quatre ans, il en est à 35 000. Le problème de l'emploi lié au pouvoir d'achat a fait déborder le vase. Sur sept mois d'intervalle, le salaire net n'a pas bougé alors que les prix ont augmenté de façon régulière.

HR : Blainville est également en grève, y a-t-il quelque chose de mis en place pour qu'il y ait une action commune ?

CGT : L'action est commune particulièrement au niveau des revendications générales. Nos camarades de Blainville se battent contre le même patron que nous et nous avons les mêmes revendications. De par là-même, l'action de Blainville est commune avec celle de Limoges.

Au niveau de l'ensemble des boîtes, il y a une coordination qui existe de la part des organisations syndicales respectives. Nous pensons que l'on débouchera sur quelque chose qui sera plus généralisé au niveau RVI. RVI c'est la Régie Renault. Et derrière la Régie Renault, c'est le gouvernement. On se heurte à une politique. Ce qui

direction, il y a un mois, la direction disait : notre objectif, c'est de reconquérir 49 % du marché national. En un mois, on s'est cassé la gueule de 1 %, on est redescendu à 44 % ; parallèlement, sur le marché international, on s'écroule. Il y a une orientation politique qui est nuisible aux intérêts des travailleurs et c'est dans ce cadre-là que nous la remettons en cause.

CFDT : Nous n'avons pas les principaux éléments qui permettraient de se faire une idée précise quant à l'avenir du poids lourd et les lois sociales ne permettent pas d'avoir tous ces éléments. Dans les réunions de comité d'entreprise, la direction ne donne pas les informations.

Mais ce qui est certain, c'est que la direction RVI a des idées derrière la tête. On se pose des questions quand on voit que pour avoir un camion RVI, il faut un délai de cinq mois environ alors qu'en s'adressant à d'autres sociétés, dans le mois qui suit, on peut l'avoir, quand on voit qu'on a supprimé des moteurs qui étaient très avancés.

Mais on n'a rien de précis pour dire : le poids lourd c'est fini en France. On ne peut ni

but pour l'instant. Nous sommes en train de nous organiser. C'est relativement important, c'est ce qui permettra aux ouvriers de tenir car on sait bien qu'à l'heure actuelle, il faut du pognon.

Derrière la Régie Renault, c'est le gouvernement

HR : Voyez-vous quelque chose à rajouter ?

Demain : Le point de vue de travailleurs, syndiqués et non syndiqués

DANS L'ACTUALITE

Interview recueillie par René Bréand

- HR : Quelle est la tactique patronale contre la grève ?

La direction joue le pourrissement, elle espère l'effritement du mouvement.

Elle joue aussi la division. Hier, mardi, elle a fait un petit commando de cadres qui s'est présenté devant les grilles. But recherché : rassembler les gars derrière eux, pour rentrer. Ils ont échoué. C'était la première fois qu'on voyait ça depuis le début du mouvement.

- HR : Le patronat d'ici est assez subtil dans ses manœuvres de division, en particulier avec les primes de départ et les « prêts » ?

Elle a donné des primes de départ pour « dégraisser les effectifs. Ancienneté et qualification jouaient, elles tournaient autour de deux millions. Au niveau gouvernemental, c'était considéré comme une licenciement économique. Ça veut dire les 90 % pendant un an, plus les indemnités de licenciement. En l'espace de trois mois, 800 personnes environ sont parties.



Photo HR

Mercredi matin, le piquet de grève devant l'usine Saviem de Caen

coups de bâton que nous, sinon plus.

- HR : La solidarité avec Limoges et Lyon ?

C'est un problème de coordination et de distance. Tous les jours, on est en contact téléphonique. Deux fois par jour, ils nous font le point et réciproquement. S'il y a un événement nouveau, ils téléphonent aussitôt. On a bien conscience que si Vénissieux ne s'y met pas, nos chances pour gagner sont moindres. Vénissieux c'est dix à douze mille personnes. Il y a actuellement des débrayages, mais c'est pas la masse. Annonay risque d'être en rupture de stock, et ils risquent le lock-out.

HR : La solidarité entre Français et immigrés ?

Ça va je travaille avec un Ivoirien à côté, j'ai jamais eu de problème. Il s'entend bien avec les gars de la ville.

On a intérêt à ce qu'ils s'intègrent car en défendant leur intérêt, ils défendent l'intérêt de tout le monde. En plus du travail, ils ont des problèmes d'adaptation, d'isolement, c'est très difficile pour eux. Sur la grève, ils sont comme nous, ils comprennent très bien. C'est peut-être le contraire : avec les difficultés qu'ils ont, ils prennent plus vite conscience que nos vieux bastions - c'est pas péjoratif ce que je dis là - de la campagne. Ils se syndiquent même sans doute dans de meilleures proportions que le bon Normand.

- HR : A l'heure où on assiste à une attaque incroyable contre la classe ouvrière et les libertés démocratiques, la solidarité avec les travailleurs en lutte est un point très important. Quel soutien recevez-vous des autres boîtes ?

On fait une opération de popularisation par tracts et affiches dans Caen et les villages où la direction recrute. Pour l'instant, on n'a pas demandé la solidarité des autres boîtes.

Et puis ici l'habitude, c'est plus de voir la Saviem apporter son soutien matériel et physique aux autres boîtes, que l'inverse souvent. Moulinex, c'est de la main-d'œuvre essentiellement féminine, leur demander de venir là... Il y a toujours le rapport homme-femme, c'est pas encore nivelé. Actuellement, on ne peut pas dégarnir nos piquets pour faire de la popularisation. Certains militants viennent nous voir tels ceux du CHU.

- HR : Financièrement, ça commence à peser ?

La boîte est fermée depuis mardi dernier. Auparavant, il y avait des secteurs en grève illimitée. Ça leur fait leur troisième semaine de grève, plus pour certains des heures par-ci par-là, ça coûte cher. Mais on n'aura rien sans rien.

- HR : Concrètement, quel soutien concret attendez-vous des organisations politiques ?

Pratiquement, on les voit tous les jours. On a soulevé la question de la vitalité du poids lourd en France. Mais les organisations qui nous soutiennent sont minoritaires, elles n'ont pas le pouvoir de décision. Dans les communes environnantes Hérouville, Blainville, Colombelle. Ce sont des municipalités de gauche qui nous aident par exemple quand on a des difficultés de loyer, il y a possibilité de s'entendre.

La psychose de l'insécurité

Pour les ouvriers « prêts », depuis quelques années, les patrons ont fait du chantage psychologique en faisant croire qu'il y avait trop de main-d'œuvre pour le travail à faire.

Ils ont commencé à faire balayer des gars, par exemple deux fois la même allée en l'espace d'une heure pour que tu te dises « t'es inutile, en trop ici, il faut dégager ». Ça crée une psychose qui amène les gens à accepter un peu n'importe quoi, pourvu que ce soit du travail.

A l'intérieur de l'établissement, on t'envoie d'un service à un autre. Quand Cléon a besoin de main-d'œuvre, on envoie un wagon de 200 bonhommes.

Les mutations accentuent cette psychose de l'insécurité. Avec la fusion Berliet-Saviem, il y a des usines un peu partout en France. Les pièces de rechange vont être centralisées à Lyon. Dans le magasin d'ici, deux-cents personnes y sont employées. Ce sont des administratifs à qui on propose la mutation à Lyon, où on ne leur garantit du boulot que jusqu'en 1981... Ceux qui refusent le départ peuvent être à la rigueur recasés ici à l'atelier mais en perdant jusqu'à vingt points de coefficient (le point vaut 16 F pour les mensuels). C'est souvent les plus âgés ou les plus jeunes qui avec le ras-le-bol de l'usine sont partis.

Des paysans qui deviennent ouvriers

- HR : Il y a aussi beaucoup d'ouvriers-paysans ici à Blainville ?

C'est une usine jeune qui n'a pas les traditions de lutte de la sidérurgie par exemple. Beaucoup de gens viennent de la campagne, eux viennent à l'usine, leur femme travaille le peu de terres qu'ils ont. Ils ont des raisonnements et une façon de s'adapter à la lutte bien propres à eux...

Quand les ouvriers ont leur appartement, leur HLM sans rien autour, là pas de problème, en cas de conflit social, ils viennent sur le terrain et ils l'occupent, ils prennent position dans un sens ou dans un autre. Le problème des ouvriers-paysans, c'est qu'ils se mettent en retrait. Pour ceux qui les

Rencontre avec des syndicalistes CGT de Blainville

On n'aura rien sans rien

« Vous voulez gagner plus, travaillez plus », telle a été mardi l'insolente réponse de la direction aux grévistes de Caen. Cette même journée, n'ayant pu obtenir du juge des référés une décision contre les grévistes, elle prendra prétexte du piquet de grève puis des grilles fermées pour repousser les négociations au mercredi. Au meeting de 8 h 30, mercredi matin, le représentant au nom de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO lui répondra : « Les sanctionnés rentreront avec nous ou nous ne rentrerons pas » et « Il faut se serrer les coudes jusqu'à la victoire ! ».

sistent au meeting le matin, ils arrivent, le meeting est terminé, bonjour à droite, à gauche et ils repartent. Ils sont d'accord mais ils ne participent pas.

L'unité, gage de l'efficacité

- HR : L'unité de la classe ouvrière nous semble une question très importante. Par exemple, l'unité entre syndicats a-t-elle toujours existé ou sinon, comment êtes-vous parvenus à la réaliser ?

Lors de mouvements antérieurs, il y avait eu de profondes divergences entre syndicats.

On a actuellement bien conscience à Blainville que l'unité est nécessaire pour l'efficacité. Un vaste mouvement, s'il était patronné uniquement par un syndicat et désavoué par un autre, on ne pense pas qu'il puisse aboutir. Dans la grève actuelle, CGT, CFDT, FO, nous sommes unis mais nous conservons notre identité propre.

- HR : Concrètement, comment êtes-vous parvenus à réaliser cette unité ?

Depuis un ou deux ans, chaque fois qu'au niveau de l'éta-

blissement, il y a un problème, les trois syndicats se voient, c'est presque devenu un automatisme.

Sinon dans un mouvement où il n'y aurait qu'un syndicat et où les autres ne seraient pas d'accord, ça reviendrait un peu à se jouer des gens pour se faire de la publicité syndicale ou en écraser un autre. Ça ne serait pas sérieux.

- HR : Quelles sont les difficultés pour réaliser l'unité entre les grévistes actifs, qui participent aux piquets et ceux qui n'y viennent pas ?

A la SMN, les ouvriers habitent sur place. Ici, les gens viennent de quarante à cinquante kilomètres et sont dispersés dans les villages alentour. Ils viennent en bus, en voitures.

- HR : Vous essayez de discuter avec eux, leur dire de rester ?

Il faut se mettre dans la mentalité de la campagne pour comprendre ça. Ils se disent : « Il y a les syndicats, ils savent se démerder, c'est bien ».

Ils nous laissent, on le regrette un peu dans le cas actuel, carte blanche. On préférerait davantage de participation de leur part. D'abord, parce que la grève durerait moins longtemps.

Puis pour le vrai campagnard, s'il reste une journée de piquet ici, il va avoir l'impression de ne servir à rien. Parce que le campagnard est actif dans tous les sens.

Ce qui est symptomatique, c'est qu'ici ce sont eux qui font le travail posté. Rarement, ils arriveront en retard le matin car il y a la tradition de se lever tôt.

La solidarité paysanne

- HR : La solidarité existe-t-elle avec les paysans ?

Il y a eu trois semaines de grève à Giberville (dépot). Le MODEF a apporté son soutien : viande et légumes au prix coûtant. A notre avis, ce soutien est très important, parce que les paysans prennent autant de

Dans une prochaine édition interview de syndicalistes CFDT

LE MANS

Où va la STAO ?

La société des transports de l'Ouest (STAO) est une entreprise qui a connu pendant 50 ans une grande expansion. Aujourd'hui, en pleine restructuration, elle licencie

Pour les Manceaux, la STAO c'est surtout le service de cars qui dessert la Sarthe. Mais c'est en réalité une très vieille entreprise mancelle qui a de nombreuses activités et qui a connu une grande expansion pendant cinquante ans. Le groupe Verney (famille qui a fondé et qui gère toujours cette entreprise) est implanté dans tout l'Ouest et possède des antennes à Paris et dans le nord-est de la France. Cette entreprise a été confrontée à la crise économique de 1930, à la guerre mondiale (ses cars furent utilisés lors de la débâcle de 1940). Ça ne l'a pas empêché de s'agrandir. Le groupe s'est structuré en diverses sociétés qui portent des noms différents - STAO (Société des transports automobiles de l'Ouest) ; TIV (Rennes) ; STN ; CTN ; CAT.

Rien qu'au Mans, il existe la STAO, TV 72, Flash service (service express). Cars et bus du Mans (fabrication de cars-SCF (société de gestion)... Le tout placé sous la direction de Michel Verney, l'actuel représentant de la famille.

AUJOURD'HUI, l'entreprise est en pleine restructuration, cela se traduit par de nombreux licenciements dans le groupe. Depuis 1975, on a pu noter :

- La disparition de l'agence de Laval ;
- Le licenciement de la moitié de l'effectif à Blanc-Mesnil ;
- La création puis la

disparition rapide d'un centre à Cholet ;
- Des licenciements à Charleville, Caen, Nantes, Le Mans.

LICENCIEMENTS CHEZ VERNEY LE MANS

La branche marchandises de Verney Le Mans (TV 72) a été créée en 1959. Elle comprend une

centaine de salariés (groupage, express, affrètement). Depuis longtemps, les travailleurs ont pu se rendre compte de la mauvaise gestion et de l'incapacité de l'encadrement. Verney est le seul des gros transporteurs du Mans à garder des locaux vétustes au centre-ville alors que, dans les années 1965-1970, ses concurrents s'installaient dans des locaux plus vastes en périphérie.

La concurrence locale s'accroît. En particulier, Calberson, entreprise contrôlée par la SNCF, est passée de trente à plus de trois cents salariés depuis 1967. Elle cherche à s'assurer le monopole des transports routiers dans la

Sarthe. La situation de crise économique au niveau national, avec la réduction de la production, a entraîné dans les transports de marchandises une réduction du marché.

La mise en œuvre du plan Guillaumat, par le moyen du renforcement de la concurrence, vise à éliminer les « canards boiteux » dans les transports. En septembre 1978, la direction annonce le licenciement de sept chauffeurs grands routiers du service transport à la demande (affrètement).

On comprend les craintes exprimées par la CFDT qui pense que ces licenciements annoncés ne sont que les premiers d'une longue série.

Un exemple de solidarité

STAO-voyageurs : le lundi 19 mars, un chef de centre insulte un délégué et le menace de mort. Aussitôt, l'ensemble du personnel se met en grève sur le tas et décide de ne reprendre le travail qu'après des excuses publiques du chef de centre ; ce qui est fait finalement.

Les travailleurs reprennent donc le travail après deux heures de grève. Non, elle n'a pas disparu la combativité des travailleurs de la STAO !

Correspondant Le Mans.

LA RIPOSTE SYNDICALE AUX LICENCIEMENTS

Les licenciements touchaient uniquement les grands routiers et seulement des adhérents CNSF (syndicat des routiers). Cela n'a pas facilité la mobilisation. D'un côté, les manutentionnaires se souvenaient des réflexions de certains routiers de la CNSF, il y a quelques années : « ... 1 800 F par mois pour un manutentionnaire, c'est bien assez... ». De l'autre, les amicalistes (adhérents du CNSF), loin de rechercher l'unité de tous, sont intervenus auprès de la direction pour faire licencier un chauffeur routier, délégué CFDT (syndicat largement majoritaire aux marchandises) à la place d'un des leurs. Cette manœuvre de division a échoué mais a contribué à permettre à la direction de réussir à licencier.

De septembre à fin décembre, le comité d'entreprise a tenté de gagner du temps en demandant des compléments d'information et a dû donner finalement son avis (défavorable). L'inspecteur du travail a autorisé les licenciements qui sont effectifs depuis la mi-février. Hormis les informations dans la presse, auprès du préfet, les interventions auprès de la direction générale, une assemblée générale d'information s'est tenue dans l'entreprise, aucun rapport de force n'a pu s'établir pour faire face aux licenciements. Il faut souligner la responsabilité particulière de la CNSF dans ce fait.

Mais il faut dire également que la direction s'était préparée à l'épreuve de force. Ainsi les syndicats, en 1969-1970, ont-ils réussi à mettre en place un « inter-réseau » qui discutait au niveau du groupe avec Verney.

A partir de 1976-1977, Verney a entrepris le démantèlement de l'inter-réseau syndical, voulant désormais traiter les problèmes entreprise par entreprise. Malgré la résistance des travailleurs (huit à dix jours de grève en 1977), il a réussi son coup. Cela a largement facilité ses opérations de restructuration actuelles.

QUELLES PERSPECTIVES AUJOURD'HUI ?

Verney a dit à ses ouvriers et employés : « On est sur la même galère, serrons-nous la ceinture et on s'en sortira ». De fait, pour certains travailleurs, il n'y a guère de solution pour s'en sortir.

Pourtant, regardons autour de nous. Des camions roulent à moitié à vide ; c'est vrai, mais il y en a aussi d'autres qui roulent à plein et des chauffeurs qui roulent soixante-dix heures et plus par semaine. Chez certains tractionnaires, on a même vu des cent heures de travail dans la semaine.

Alors, il y a bien du travail pour tous dans les transports au Mans.

Les camarades de chez Verney sont en première ligne dans la lutte pour l'emploi dans les transports en Sarthe, mais ils ne sont pas isolés.

CULTUREL

9e Rencontres théâtrales de Sèvres

De jeunes ouvriers français et arabes comédiens



Photo HR

Ils étaient à Sèvres, aux Rencontres. Ils jouent ce qui se passe dans la vie, l'exploitation, le racisme, les contrôles de flic, les conditions de travail, la famille, la lutte aussi. Ils jouent au sens propre du terme, si bien que la

salle s'amuse avec eux, les spectateurs rient des patrons, des ministres, des flics. Quelle n'est pas la surprise des spectateurs lorsqu'à la fin de la pièce, les comédiens se présentent, ajusteurs, soudeurs, chômeurs, français et arabes, aucun comédien pro-

fessionnel !

Quelle surprise ! Ils habitent un village d'ortoir dans la banlieue-sud de Roubaix. Ils ont de 16 à 20 ans ; grâce au théâtre ils racontent leurs problèmes, leurs espoirs.

Pour eux, le théâtre, c'est

un moyen de rigoler, mais aussi de faire des connaissances, de discuter de ces problèmes pour mieux s'unir.

Pour les contacter : Antenne sociale. Equipe de la Lionderie - 41, rue Edison, 59 510 HEM.

40 millions pour fin juin

Liste de souscription

TOTAL PRÉCÉDENT	153 943,80 F
Cellule Lozère du PCML (Lozère)	200 F
Un ancien camarade militant CGT reprenant contact avec nous (Grenoble)	300 F
Cellule Clara Zetkin du PCML (Grenoble)	200 F
Cellule J. Staline du PCML (Grenoble)	210 F
Cellule Grain d'Orge du PCML (Grenoble)	400 F
Supplément à réabonnement quotidien C. S. (Isère)	40 F
Deux travailleurs (Grenoble)	12 F
Cellule D. Casanova du PCML (Loire-Atlantique)	500 F / 1 500 F
Souscription (Clermont-Ferrand)	800 F
Supplément à abonnement bimensuel M. R. (Lyon)	25 F
Un camarade de l'imprimerie (Paris)	26 F
Pour la sauvegarde de notre quotidien, notre modeste contribution. Aicha/Pierre (Nord)	300 F
Cellules du PCML (Provence)	388 F
Cellule du PCML J. Staline (Grenoble)	500 F
Un adhérent PCF de 1930 (Provence)	50 F
Un travailleur tunisien (Provence)	50 F
R. C. (La Méditerranée)	30 F
Cellule G. Péri du PCML (Marrigues)	267 F
Supplément à réabonnement quotidien J. R. (Yonne)	50 F
Cellule du PCML (Reims)	83 F
Supplément à réabonnement bimensuel M. D. PH (Morbihan)	25 F
Pour que subsiste et s'améliore encore notre quotidien B. G. (Saint-Brieuc)	450 F
NOUVEAU TOTAL au 4 juin 1979	157 848,80 F

Concert de soutien au pianiste argentin Miguel-Angel Estrella

JEUDI soir (Salle Gaveau à 21 h), se tient un concert de soutien au grand pianiste argentin, Miguel Angel Estrella. Il est emprisonné en Uruguay depuis deux ans. Il est devenu le symbole de la résistance des intellectuels et des artistes en Amérique latine. Un disque réalisé à partir d'interprétation de Estrella vient d'être pressé par Erato : « Musique en prison ».



(Photo Pierre)

De nombreux immigrés sont expulsés à partir de l'aéroport de Marignane. A l'appel du collectif contre le projet de loi raciste, une centaine de personnes ont manifesté le 2 juin dans cet aéroport.

Journées antinucléaires internationales Manifestation à Chinon

DIMANCHE 3 juin, de nombreuses manifestations antinucléaires ont eu lieu dans le monde entier tant en Suisse qu'aux USA, aux Pays-Bas qu'en France. Chinon dans le département de l'Indre-et-Loire possède certainement la plus vieille centrale nucléaire de France, établie selon la filière française graphite-gaz, abandonnée depuis par le gouvernement français.

La manifestation de dimanche était organisée par divers mouvements antinucléaires regroupés depuis trois mois au sein de la coordination régionale antinucléaire de la région Centre (CRAC).

La manifestation avait comme but de protester contre l'extension du site de la centrale d'Avoine près de Chinon. En effet, l'extension du site a déjà commencé. Outre les « trois vieilles » (EDF 1, 2, 3), les centrales B1 et B2 sont en construction.

Des plans laissent apparaître des projets de construction de deux nouvelles centrales B3 et B4 et des études de terrain laissent présager la construction de deux autres groupes B5 et B6.

La protestation contre l'extension était la base minimum d'accord pour ceux qui voulaient soutenir la manifestation. Chaque organisation qui soutenait n'étant pas obligée de soutenir toutes les options antinucléaires des participants. Cela a d'ailleurs été précisé lors d'une brève conférence de presse faite par les organisateurs.

Tout ceci précisé, ce sont de 500 à 600 personnes qui ont participé à cette manifestation en forme de marche qui s'est rendue de Chinon à Avoine, près du lieu de la centrale. Cette manifestation était la première initiative de la CRAC et était la plus importante manifestation depuis 1936.

Au cours de la conférence de presse, les organisateurs ont rappelé que cette manifestation s'inscrivait dans le cadre de la lutte locale contre le programme nucléaire et pour son abolition.

Pour eux, la lutte contre le nucléaire serait insuffisante s'ils ne présentaient pas un programme d'énergies alternatives créatrices d'emplois.

Ils refusent aussi la restructuration industrielle actuelle source de chômage.

Les organisateurs veulent un débat avec l'EDF mais pas n'importe quel dé-

bat, un débat public et contradictoire. Jusqu'ici, EDF n'a pas donné de réponse. Cela devrait être fait cette semaine.

Cette initiative de débat est soutenue par de nombreux élus locaux. En effet, les gens commencent à se rendre compte de la situation. Les municipalités, celle d'Avoine entre autres, avaient accepté la centrale sans rechigner mais son extension inattendue les inquiète un peu. D'ailleurs, de nombreux habitants d'Avoine étaient dans les rues ce dimanche dès 10 h 45 pour voir les manifestants et aucun signe de réprobation n'était visible sur leur visage.

Tranche de solidarité

MERCREDI matin, j'arrive au contrôle de sortie du RER à Auber. Derrière la rangée de tourniquets, une dizaine de personnes, au lieu de continuer vers le couloir Métro regardent vers un point qui m'est caché par un gros pilier : derrière le pilier, deux flics et une contrôleuse qui encadrent une petite femme effondrée en sanglots.

Malade ? Les flics s'en occupent ? Oui, ils lui prennent le bras pour l'emmener. « Non, je ne veux pas », crie la femme. Tout le monde est figé à les regarder et puis un homme derrière les tourniquets gueule : « Vous n'allez pas l'embarquer pour un ticket de métro ! ». Les flics la tirent par le bras. L'homme crie encore plus fort sa colère. Les gens repassent les tourniquets, on se retrouve une vingtaine à entourer les flics, la contrôleuse et la dame.

Un autre homme sort un billet : « Je paie l'amende, foutez-lui la paix. C'est combien ? »... Il parle à des sourds. Un flic dit à la dame : « Vous mettez pas dans des états pareils. Pleurez pas comme ça ». Remous et colère chez les assistants : « Vous l'embarquez pour un ticket de métro et vous vous étonnez qu'elle pleure ! ». « J'avais oublié ma carte. J'avais un examen à passer » dit la dame en hoquetant.

Enfin la contrôleuse prend l'argent de l'homme et tout le monde se dirige vers la cabine de la contrôleuse. Celle-ci pleine d'attentions brusquement, (gênée peut-être ?) prend la femme par le bras et lui fait traverser sa cabine. Les flics ayant demandé aux gens pourquoi ils s'occupent de ça : « Parce qu'il y a encore des gens compréhensifs » dit l'un, « c'est vraiment dégueulasse mais tout ça changera » dit un autre, « c'est ça que vous appelez assurer la sécurité » dit un troisième. La contrôleuse aussi en prend pour son grade.

A ce moment là la dame qui s'en allait s'évanouit. La colère éclate, les réflexions fusent : « On paye des milliards à Bokassa et on emmerde

le monde pour un ticket de métro », « Quand je pense que la moitié du budget passe à payer la police et l'armée à faire ça », « Vous êtes moins courageux pour courir après les truands ou même les jeunes qui passent systématiquement les contrôles sans ticket ».

Quand j'arrive au boulot, je raconte l'histoire et la discussion part sur le thème : il faudrait des flics plus courageux et plus nombreux pour s'attaquer aux vrais voyous, les jeunes en moto qui ravagent les bals du samedi soir par exemple. Un peu décevant comme résultat !

Enfin, la solidarité ça existe, même à Paris dans le métro et ça réchauffe le cœur.

J'oubliais... la dame était Antillaise.

DORDOGNE

Internat sauvage au CES de Montignac

Dordogne, correspondant

LE rectorat de l'Académie de Bordeaux a décidé le « non maintien » de l'internat du CES, sous prétexte qu'il n'était pas rentable.

Dès l'annonce de cette mesure, les agents, professeurs, parents, élus ont réagi : grève, manifestation, délégations à Bordeaux.

Depuis, le recteur fait le mort et laisse pourrir la situation.

Pour sortir de cette impasse et relancer la lutte pour le maintien de cet internat, le comité de soutien formé dès les premiers jours par le conseil municipal, l'Association des parents d'élèves, le personnel du collège, les unions locales CFDT, CGT, FEN, ont décidé d'organiser la riposte en préparant l'ouverture d'un internat « sauvage » (il y a déjà 35 internes inscrits à la rentrée de 1979). Une association prendrait en charge la gestion de l'internat... en attendant que le recteur et le ministre cèdent et reviennent sur leur décision.

Correspondant HR

Inhabituel

DE grands leaders syndicaux (comme le No 2 de la CFDT, Jacques Chérèque, le vice-président de la CGC, Paul Marchelli, Paul Hoffman du bureau de la CGT-FO), patronaux (Yvon Chotard) et gouvernementaux (Raymond Soubie, conseiller du premier ministre pour les affaires sociales) ont accepté de travailler, cet été, à titre privé, avec des dirigeants d'entreprise réunis en séminaire par Expansion-Formation, pour réfléchir sur le « devenir social de l'entreprise ».

l'Humanité rouge bimensuelle est parue



un dossier dans l'actualité après le vote au Parlement de la loi anti-immigrés « CE QU'IL RESTE DES DROITS DE L'HOMME QUAND ON EST IMMIGRÉ ».

Ce dossier comprend : L'analyse du projet de loi, un reportage à Orange après l'odieux assassinat de travailleurs sénégalais par des ex-légionnaires, un reportage au foyer-taudis d'Uckange (Lorraine), l'état de la lutte dans les foyers Sonacotra.

Plusieurs pages sur les élections européennes et en particulier la réponse à des lettres de lecteurs.

Pierre Burnand a rencontré un militant du PCML de la Savie à Limoges qui fait le point sur la lutte.

Hervé Dastar a enquêté à la SAM Marseille (ex-groupe Terrin réparation navale).

Une partie Humanité rouge magazine qui aborde entre autres les rencontres théâtrales de Sèvres : les principales réalisations du festival de Cannes.

L'Humanité rouge bimensuelle doit élargir sensiblement son audience. Faites connaître ce numéro. Vendre la presse, c'est aussi participer à la bataille de la souscription.

9 - 10 JUIN

Diffusons massivement le bimensuel

A l'heure actuelle la souscription bat son plein. Un premier succès a été atteint lors du premier rendez-vous du 3 juin avec 24 000 F. Et la bataille continue pour les 40 millions fin juin.

Mais en même temps, si nous voulons nous dégager à plus long terme de nos énormes difficultés, nous devons augmenter sensiblement la vente du bimensuel.

D'ailleurs le comité de rédaction a entrepris une réforme de son contenu pour qu'il puisse être diffusé très largement.

Pour cela, nous proposons que tous les camarades, tous les lecteurs décident et organisent des ventes du bimensuel, au porte à porte, sur les marchés, dans les entreprises, en le proposant aux camarades de travail ou en le vendant aux portes des boîtes. Prendre toutes les initiatives, être à l'offensive pour faire connaître le bimensuel. Faire des groupes de diffuseurs, conduits par les camarades les plus offensifs y compris les cadres. Tout cela peut donner d'excellents résultats à condition de se lancer dans cette bataille.

Emile REBIERE

VITROLLES BOUCHES-DU-RHONE

Meeting le vendredi 8 juin à 20 h 30

Salle « Le Bartas »

Au programme :

— Première partie : témoignages, débat

— Deuxième partie : Film : Les Ambassadeurs

A l'appel de collectif anti-expulsions de Vitrolles, Berre, Salon, Martigues, Marseille.

Soutenu par le PSU, le PCML, l'UL-CFDT, la FEN, le CFP, l'AVFF et la CNL.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants.

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boîte postale

201 - 75926 Paris Cédex 19.

Nom Prénom

Profession

Entreprise

Adresse complète

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet

Rédacteur en chef : Jean Quercy

Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson

Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :

Annie Brunel

L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :

B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19

CCP : 30 226-72 D La Source

Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druéane

Commission paritaire No 57 952

Distribution NMPP

Imprimerie La Nouvelle

Dépot légal 2ème trimestre 1979

LE PORTUGAL

Cinq ans après la révolution des oeillets
Un pays en crise

EN 1931, un coup d'Etat fasciste amène au pouvoir le dictateur Salazar. A sa mort, en 1970, Caetano prend le relais. Cependant, dans les colonies africaines, les luttes de libération se renforcent et le gouvernement doit accroître l'effort de guerre qui atteint un seuil intolérable pour un petit pays aussi pauvre que le Portugal.

Le Mouvement des forces armées, le MFA, déclenche le coup de force du 25 avril 1974 et renverse le régime Caetano. La dictature fasciste balayée, c'est une véritable explosion du mouvement populaire qui va déferler sur le pays. La bourgeoisie, un moment dépassée par le mouvement populaire, réagit cependant. Une partie, parmi elle, a vu d'un bon œil la chute du fascisme.

Elle possède des posi-

tions dans le MFA. En mars 1975, un coup d'Etat est tenté par le général Spínola. La troupe ne suit pas, il échoue. Lors des élections législatives, le PC portugais ne recueille que 16% des voix, c'est un grave échec, et à son tour, le 25 novembre suivant, il va tenter un coup de force. Là aussi, ce sera l'échec. La bourgeoisie en profitera pour reprendre les affaires en main et donner un coup d'arrêt au mouvement populaire.

Depuis, l'orientation des différents gouvernements successifs est de plus en plus marquée à droite. Les acquis de 1974 sont peu à peu grignotés. Les travailleurs sont de plus, comme partout, les premières victimes d'une crise profonde de l'économie.

La situation politique actuelle au Portugal est des plus confuses. Jusqu'au renversement du gouvernement Soares, en juillet 1978, le

PS a tenu le pouvoir et la politique qu'il a menée lui a sérieusement fait « perdre des plumes » dans les masses, même s'il reste le principal parti du pays. Revenu à l'opposition, il tente de redorer un blason bien terni. Aucun autre parti n'étant en mesure de constituer un gouvernement, c'est un « indépendant », Mora Pinto, qui est actuellement premier ministre. En fait, bien que son gouvernement ne puisse compter fermement sur l'appui d'aucun parti, c'est grâce au soutien conditionnel du Centre des démocrates sociaux (CDS) et de l'aile droite du Parti social démocrate qu'il peut survivre.

A la différence des partis communistes espagnol ou italien, le Parti communiste portugais est, lui, toujours fidèlement aligné sur Moscou. Profitant de la perte de vitesse du PS et d'un reflux certain de l'« extrême-gauche » de la révolution de 1974, il renforce actuellement ses positions tant dans les régions industrielles qu'agricoles où il mène parfois des luttes très dures.

Petit pays mais grands monopoles

LES Pays-Bas comptent environ quatorze millions d'habitants, 6,3% de la population active travaillent dans l'agriculture (France 10,6%) et le PNB (produit national brut) par habitant est de 37 800 F (France 35 000). Après la Seconde Guerre mondiale, les Pays-Bas ont perdu leur empire colonial situé en Indonésie.

EN TETE POUR LE BIEN-ETRE

Une récente enquête publiée par *Le Point* mettait les Pays-Bas en tête des pays européens pour le bien-être devant le Danemark et la France. C'est en effet dans ce pays que le budget santé est le plus élevé. Dès l'école primaire, les enfants y apprennent la démocratie en élistant le « parlement » de leur école ; les bonnes âmes désireuses de faire la charité éprouvent quelques difficultés car « ici il n'y a pas de pauvres », avoue un responsable de l'Armée du Salut. Le SMIC est à 3 500 F par mois.

Sans matières premières, sauf le gaz dont l'exporta-

tion fournit de précieuses devises, les Pays-Bas apparaissent comme un pays conquis sur la mer. La densité de la population est incroyable : 409 habitants au kilomètre carré, un chif-

fré voisin de ceux des deltas asiatiques où trois récoltes de riz par an ne suffisent pas à nourrir la population. Pourtant le pays est prospère et ses habitants bien nourris.

	Bénéfices après impôts (1977)	Classement mondial
1ère - Royal-Dutch Shell	11,5 milliards de F.	3ème
3ème - Unilever	2,2 milliards de F.	16ème
5ème - Philips	1,3 milliard de F.	21ème

Alors, les Pays-Bas un paradis ? Certes non et l'avenir en préoccupe plus d'un : que signifie la recrudescence des divorces (un couple sur deux) et la montée de la délinquance des jeunes ? Pourquoi le taux d'absentéisme est-il le plus élevé d'Europe ? Quand le nombre des chômeurs cessera-t-il d'augmenter ? Qu'advient-il d'ici une quinzaine d'années quand les réserves de gaz seront épuisées ? Autant de questions inquiétantes et auxquelles personne aujourd'hui ne sait répondre.

AU PREMIER RANG DU CAPITALISME EUROPEEN

Cette situation ne tient pas à des qualités propres aux dirigeants néerlandais comme d'aucuns voudraient le faire croire, mais tout simplement au caractère impérialiste de cette petite

Alors, les Pays-Bas un paradis ? Certes non et l'avenir en préoccupe plus d'un : que signifie la recrudescence des divorces (un couple sur deux) et la montée de la délinquance des jeunes ? Pourquoi le taux d'absentéisme est-il le plus élevé d'Europe ? Quand le nombre des chômeurs cessera-t-il d'augmenter ? Qu'advient-il d'ici une quinzaine d'années quand les réserves de gaz seront épuisées ? Autant de questions inquiétantes et auxquelles personne aujourd'hui ne sait répondre.

PORTUGAL : QUELQUES DONNEES

	Portugal	France
Population (millions)	9,45	53
Densité (habitants/km ²)	102	97
Terres cultivées (%)	39,3	34,4
Densité agricole (hectare/habitant)	3,5	7,7
Produit national brut par habitant, par an (en francs)	8 800	35 000

Une économie en crise

Après la Grèce et la Turquie, le Portugal est le troisième pays d'Europe occidentale pour le taux de population agricole, avec 28%. Les principales cultures sont le blé, le maïs et le raisin. Le vin est le premier produit agricole à l'exportation. Cependant, du fait de rendements médiocres, le Portugal doit importer plus de produits agricoles qu'il n'en exporte.

Faiblement industrialisé, possédant peu de ressources naturelles, le Portugal a néanmoins un des taux de croissance industrielle les plus élevés d'Europe, après l'Espagne et la Grèce. Pourtant la crise le frappe durement. En 1977, l'inflation a été de 27% et le déficit extérieur de 7,2 milliards de francs. Pour le travailleur, les conséquences sont tragiques. En plus d'une émigration très forte, le Portugal compte 11,4% de la population active au chômage (France : 5,7%), des records absolus de hausse des prix ont été enregistrés ces derniers mois et la situation n'est pas sur le point de s'améliorer.



Leningrad. Presqu'île de Kola : deux grandes bases soviétiques en Europe du Nord (surtout Kola : probablement la plus grande du monde). Prendre l'Europe du Nord en tenaille et plus globalement contrôler l'accès à l'océan Atlantique Nord, voilà la raison d'être stratégique de ces deux bases. Il y a quelques années, l'URSS avait organisé, depuis la presqu'île de Kola, des manœuvres militaires de débarquement au large des côtes norvégiennes...

Un pays de tradition libérale

AVANT le 16^e siècle, les Pays-Bas étaient sous la domination de l'Espagne. Vint alors la réforme protestante, expression religieuse de la bourgeoisie montante. Elle fut en quelque sorte le principe fondateur de ce petit pays qui naquit de la révolte contre l'Espagne des rois catholiques. Les Pays-Bas constituèrent la première république européenne et le puissant capitalisme hollandais du 17^e siècle inaugura l'envol des économies capitalistes. Les bourgeois républicains durent, par la suite, s'incliner devant la puissance militaire de la dynastie des princes d'Orange et le capitalisme hollandais fut supplanté par la montée de ses rivaux anglais et français.

Marqués par la tradition libérale, les Pays-Bas demeurèrent cependant un pays de tolérance religieuse et devinrent sans difficulté une monarchie démocratique au 19^e siècle. Malgré le scandale des pots-de-
vin versés par la firme Lookeed qui élaboussa le prince Bernhard, époux de la reine Juliana, la monarchie demeure le symbole de l'unité de la nation.

BULLETIN DE VOTE (à découper)

ELECTIONS EUROPEENNES
DU 10 JUIN 1979

Avec le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml)

JE VOTE

- Contre la politique de restructuration, de chômage, d'oppression et de répression des masses populaires ;
- Contre la liquidation accélérée des petits paysans ;
- Pour l'unité et la solidarité des luttes anticapitalistes des travailleurs européens ;
- Pour l'unité des pays européens, contre la politique d'hégémonie de l'URSS et des USA, contre les menaces de guerre soviétiques.

DANEMARK

Du mythe à la réalité

Le Danemark, petit pays de cinq millions d'habitants, grand comme cinq fois la Corse, fait peu parler de lui. Présenté comme le symbole du bien-être et du calme, il est pourtant sur la mauvaise pente depuis 1973.

S'IL est vrai que le Danemark occupe la deuxième place des neuf pays du Marché commun pour son service de santé, la première place pour le niveau culturel et le confort de sa population, il faut aussi savoir qu'il occupe la dernière place, après l'Italie, dans la manière dont il a encaissé la crise ; ce qui se répercute de façon néfaste sur le niveau de vie et les avantages sociaux de la population. Une image résumée assez bien cette réalité contradictoire, elle a été formulée par des experts économiques : « La course vers l'enfer en première classe ».

Voici quelques chiffres édifiants :
- Chômage : 140 000 personnes, soit près de 7% de la population active (à peu près le même qu'en France) ;
- Impôts : 35% du salaire (les salariés danois paient à eux seuls 80% des impôts) ;
- Accidents du travail : 65,24 pour un million d'habitants en 1975 (contre 80,13 en France) ;
- Traite : (Tenez-vous bien !) entre 67 et 70 ans !
- Ecart de salaire entre hommes et femmes : 18% (contre 28% en France) ;

- Inflation : plus de 10% depuis plusieurs années consécutives (plus qu'en France).
La première démarche du gouvernement de coalition social-démocrate et libéraux a été de bloquer les prix et les salaires pour six mois. Et le refoulement des immigrés est la politique pratiquée systématiquement depuis plusieurs années.
Le patronat a, lui, proposé de baisser les salaires pour cette année et de ne plus payer les heures supplémentaires mais de les faire récupérer en congés pour récupération professionnelle. Voilà ce qu'on appelle des « mesures sociales ».
Faut-il conclure que, contrairement à la légende, les travailleurs font grève au Danemark : 116 jours de grève pour 1 000 salariés en 1977, contre 214 en France.

Claude LIRIA